

Point n° 5 à l'ordre du jour

**Conseil académique du 30 mars 2021**

Vu le Code de l'éducation, notamment ses articles L. 712-4 et L. 712-6 1° III ;

Vu la loi n°84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat, notamment son article 60 ;

Vu le décret n°84-431 du 6 juin 1984, fixant les dispositions statutaires communes applicables aux enseignants-chercheurs et portant statut particulier du corps des professeurs des universités et du corps des maîtres de conférences, notamment ses articles 2, 9 à 9-3, 33 et 51 ;

Vu l'arrêté du 13 février 2015 modifié relatif aux modalités générales des opérations de mutation, de détachement et de recrutement par concours des maîtres de conférences, notamment les articles 5 et 6 ;

Vu les Statuts de l'Université de La Réunion ;

Vu la délibération n°2020-92 du Conseil d'administration en date du 11 décembre 2020 adoptant la Campagne emploi 2021 ;

Vu l'avis du Comité technique d'établissement en date du 26 février 2021 ;

Après en avoir délibéré, les membres portent un avis favorable au recrutement d'un MCF à l'ESIROI, sections CNU 62-60, unité de recherche PIMENT, dont le profil et les conditions de mutation sont annexées.

Résultat du vote électronique :

Nombre de présents ou représentés au moment du vote : 64

**Nombre de voix pour : 58**


Nombre de voix contre : 1

Nombre d'abstentions : 5

Nombre de présents n'ayant pas pris part au vote : 0

Fait à Saint-Denis le **08 SEP. 2021**

Le Président du Conseil académique

  
Professeur Gilles LAJOIE

Transmis à la Rectrice de la Région académique de La Réunion, Chancelière des universités, le **09 SEP. 2021**

Publié au *Recueil des actes administratifs* de l'Université de La Réunion, le **09 SEP. 2021**

**DRH-Enseignants**
**Etablissement :**
*Université de La Réunion*
**Localisation (Site) :**
*ESIROI, Campus de Terre Sainte - Saint-Pierre*
**Identification de l'emploi à publier :**
*Nature : Maître de Conférences*
*Section (s) CNU : 62-60*
*Composante : ESIROI*
*Unité de recherche : PIMENT*
**Concours souhaité (article de publication) : Mutation (Article 33)**

**Profil court :** *Statique du solide, Outils mathématiques pour l'ingénieur, mécanique et transferts, modélisation numérique*

**Volet Enseignement :** *Mécanique et transferts, Outils Mathématiques pour l'Ingénieur*

La personne retenue devra effectuer ses activités pédagogiques à l'ESIROI (Ecole Supérieure d'Ingénieurs Réunion Océan Indien) principalement au sein du Cycle Préparatoire Intégrée (CPI) de l'école ainsi qu'en cycle ingénieur dans les spécialités Bâtiment et énergie, Agroalimentaire et Informatique et télécommunication. L'École est située sur le Campus de Terre-Sainte de l'Université de La Réunion sur la commune de Saint-Pierre.

Elle renforcera ainsi l'équipe pédagogique de l'école et interviendra dans les Cours, TD et TP de la CPI en première et deuxième année sur des aspects liés à la mécanique et aux outils mathématiques pour l'ingénieur (notamment en Probabilités et Statistiques). A moyen terme, le candidat interviendra en cycle ingénieur, spécialité Bâtiment et énergie dans les cours liés à la Mécanique et aux Transferts.

*Filières de formation concernées : ESIROI Cycle Préparatoire Intégré, Cycle Ingénieur (bac +3, 4, 5)*

**Objectif pédagogique et besoin d'encadrement**

*La personne retenue interviendra aussi dans l'encadrement de projets et contribuera au bon fonctionnement de l'école et de la CPI en participant notamment aux tâches administratives et d'intérêt collectif. Elle sera ainsi amenée à prendre la responsabilité du Cycle Préparatoire Intégré. A ce sujet, une expérience en termes de responsabilité pédagogique de cycles préparatoire en école d'ingénieur intégrée serait vivement appréciée.*

**Volet Recherche**

La personne recrutée développera son activité de recherche dans la modélisation numérique en relation avec les thématiques appliquées du laboratoire PIMENT. En particulier, il mènera des travaux de recherche visant à proposer des modélisations et des outils numériques dans le but d'étudier des processus physiques impliquant des écoulements de fluides et des transferts de chaleur et de masse, notamment dans les espaces bâtis et dans les systèmes énergétiques. Ces travaux viseront à analyser finement ces phénomènes et à optimiser les procédés qui les impliquent, tout en proposant des outils innovants et efficaces pour cela. Le candidat devra posséder de solides compétences en mécanique des fluides et en transferts thermiques, ainsi qu'une bonne expérience dans le développement des méthodes numériques de modélisation de ces phénomènes (mécanique des fluides numérique, CFD).

L'enseignant-chercheur participera au sein du laboratoire au montage et au suivi de projets de recherche, impliquant des collaborations académiques et/ou industrielles. Il participera également à l'encadrement de thèses et de post-doc.

Mots-clés recherche : *Modélisation numérique, écoulement, transfert thermique*

**Contacts Enseignement :**
*Département d'enseignement :*
*ESIROI Cycle Préparatoire Intégré et Spécialité Bâtiment et énergie*
*Lieu(x) d'exercice :*
*ESIROI, Campus de Terre Sainte - Saint-Pierre*
*Nom directeur de composante ou département :*
*François GARDE, Directeur*
*Tel directeur de composante ou département :*
*0692 67 20 51*
*Email directeur de composante ou département :*
*garde@univ-reunion.fr*
*URL directeur de composante ou département :*
*<https://esiroi.univ-reunion.fr/>*
**Contact Recherche :**
*Lieu(x) d'exercice :*
*ESIROI, Campus de Terre Sainte - Saint-Pierre*
*Nom directeur unité de recherche :*
*Mathieu DAVID*
*Tel directeur unité de recherche :*
*0692 83 42 11*
*Email directeur unité de recherche :*
*mathieu.david@univ-reunion.fr*
*URL unité de recherche PIMENT :*
*<https://piment.univ-reunion.fr/>*

## Mutation d'un maître de conférences ou d'un professeur des universités

### Textes de référence :

- **Loi n° 84-16 du 11 janvier 1984** portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État (article 60) ;
- **Décret n° 84-431 du 6 juin 1984** fixant les dispositions statutaires communes applicables aux enseignants-chercheurs et portant statut particulier du corps des professeurs des universités et du corps des maîtres de conférences (articles 2, 9 à 9-3, 33 et 51) ;
- **Arrêté du 13 février 2015** modifié relatif aux modalités générales des opérations de mutation, de détachement et de recrutement par concours des professeurs des universités (articles 5 et 6) ;
- **Arrêté du 13 février 2015** modifié relatif aux modalités générales des opérations de mutation, de détachement et de recrutement par concours des maîtres de conférences (articles 5 et 6).

**La mutation n'est pas ouverte aux maîtres de conférences stagiaires.**

**Les enseignants-chercheurs ne peuvent être mutés que sur leur demande.**

**Certains postes, publiés au titre des articles 33 (MCF) ou 55 (PR), sont à pourvoir exclusivement par la voie de la mutation.**

**Les demandes de mutation peuvent être examinées prioritairement au titre du rapprochement de conjoint ou du handicap.**

**Les permutations sont interdites, deux enseignants-chercheurs ne peuvent pas s'entendre pour échanger leurs postes. Tous les emplois d'enseignant-chercheur titulaire doivent obligatoirement être publiés sur Galaxie.**

### ❶ Conditions

Justifier de trois ans de fonctions d'enseignant-chercheur en position d'activité dans l'établissement où est affecté l'agent (cette durée s'appréciant à la date de clôture des inscriptions et la période de stage étant prise en compte dans ces trois années).

#### OU

Avoir l'accord du chef d'établissement d'affectation, donné après avis favorable du conseil académique ou de l'organe compétent, en formation restreinte aux enseignants-chercheurs et assimilés de rang au moins égal, ainsi que, le cas échéant, du directeur de l'institut ou de l'école.

**NB :** dans le cas d'un MCF qui devient PR dans le même établissement, les années en tant que MCF sont prises en compte pour apprécier la durée d'activité.

Il est admis que les enseignants-chercheurs en position de détachement ou de disponibilité peuvent candidater sur un emploi au titre de la mutation, sous réserve d'en informer leur établissement d'origine.

L'attestation est établie par l'établissement d'origine du candidat, c'est-à-dire celui dont relève le candidat pour sa gestion.

Dans le cas où la mutation aboutit, l'établissement d'origine doit mettre fin au détachement/disponibilité et réintégrer l'enseignant-chercheur. L'établissement d'accueil établit à compter de la même date l'arrêté de mutation.

## ② Pièces exigées

### Dispositions communes :

- le formulaire de candidature saisi en ligne sur Galaxie
- la version numérique des documents suivants :
  - une pièce d'identité avec photographie ;
  - une attestation délivrée par le chef d'établissement dont relève le candidat permettant d'établir sa qualité de professeur des universités/maître de conférences et l'exercice de fonctions en position d'activité depuis trois ans au moins à la date de clôture du dépôt des candidatures ou l'accord du chef d'établissement dans le cas où cette condition de durée des fonctions n'est pas remplie ;
  - une présentation analytique des travaux, ouvrages, articles et réalisations en lien avec le profil du poste visé en précisant ceux qu'il a l'intention de présenter à l'audition ;
  - un exemplaire de chacun des travaux, ouvrages, articles et réalisations mentionnés dans la présentation analytique et qu'il a l'intention de présenter à l'audition.

### Pour les rapprochements de conjoints :

- s'ils sont mariés, une copie du livret de famille ;
- s'ils sont pacsés, une attestation de la mairie établissant l'engagement dans les liens d'un pacte civil de solidarité, accompagné, le cas échéant, de l'acte de naissance du ou des enfants ou les pages du livret de famille de parents naturels permettant d'établir la filiation, ou le certificat de grossesse et l'acte de reconnaissance anticipée de l'enfant par les deux parents ;
- s'ils sont concubins, l'acte de naissance du ou des enfants ou les pages du livret de famille de parents naturels permettant d'établir la filiation, ou du certificat de grossesse et de l'acte de reconnaissance anticipée de l'enfant par les deux parents ;
- une attestation de la résidence professionnelle et de l'activité professionnelle principale du conjoint, du pacsé ou du concubin ; pour les professions libérales, attestation d'inscription auprès de l'URSSAF ou justification d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers.

### Pour les personnels en situation de handicap (cf. annexe 1) :

- Tout document en cours de validité au moment de la demande et de la date d'effet de la mutation justifiant du statut de travailleur handicapé (RQTH, pièce attestant de la perception d'une allocation, rente ou pension d'invalidité...).

**NB :** Les documents administratifs rédigés en tout ou partie en langue étrangère sont accompagnés d'une traduction en langue française dont le candidat atteste la conformité sur l'honneur. A défaut, le dossier est déclaré irrecevable. La traduction de la présentation analytique ainsi que des travaux, ouvrages, articles et réalisations est facultative.

## ③ Opérations à effectuer

Apprécier la recevabilité de la demande et la soumettre à l'avis des instances compétentes.

Pour les demandes au titre du rapprochement de conjoint ou personnel en situation de handicap : examen prioritaire par le conseil académique en formation restreinte ou l'organe compétent sans examen préalable par le comité de sélection. Si cette instance retient une candidature, elle transmet le nom du candidat sélectionné au conseil d'administration en formation restreinte, qui valide la mutation ou émet un avis défavorable motivé.

Si elle ne retient aucune des candidatures, ou si le conseil d'administration en formation restreinte a émis un avis défavorable motivé, elles sont examinées avec les autres candidatures par le comité de sélection.

**Attention :** Le CAC ou l'instance compétente (en formation restreinte) ne peut pas classer plusieurs candidats qui correspondraient au profil du poste. Dans cette hypothèse, l'ensemble des dossiers est transmis au comité de sélection.

Dans le cas où l'intéressé est muté sur un poste relevant d'une autre section que son poste d'origine, il convient de considérer que le fait même d'être recruté valide son changement de discipline.

**NB :** Pour les recrutements sur un emploi impliquant l'accès à une ZRR, le fonctionnaire de sécurité et de défense de l'établissement transmet la demande d'accès au HFDS.

### 4 Date d'effet

Conforme à la date qui figure sur la fiche de poste publiée sur Galaxie.

### 5 Acte à prendre

Arrêté de mutation de l'intéressé à prendre par le chef d'établissement de la nouvelle affectation. L'arrêté doit faire apparaître clairement la section dont relève l'intéressé (important pour le suivi de carrière).

En transmettre une copie :

- à l'établissement d'origine de l'agent, et s'assurer que ses services adressent en retour à l'établissement d'accueil le dossier de carrière de l'intéressé ;
- à la DGRH A2.

**NB :** Le ministère n'édictant pas d'avis d'affectation pour les mutations, il convient de prendre les arrêtés aussi rapidement que possible et de s'entendre avec l'établissement d'origine pour éviter tout risque d'interruption de traitement et faciliter les démarches du candidat consécutives à son changement d'affectation.

### Cas de figure particuliers

- Enseignant-chercheur en congé pour recherches ou conversions thématiques (CRCT) au moment de sa mutation :

En application de **l'article 6** de l'arrêté du 25 février 2003, l'intéressé continue de bénéficier de la durée restante de son congé dans son nouvel établissement ou son nouveau corps

- Enseignant-chercheur en délégation au moment de sa mutation :

La délégation accordée au titre de **l'article 14** du décret n° 84-431 est une forme d'accomplissement aménagé des obligations de services que l'université d'origine a acceptée. Le nouvel établissement d'affectation n'est pas tenu d'accepter les engagements de l'université d'origine, ni les termes de la convention signée avec l'organisme d'accueil.

Le chef de l'établissement d'accueil est en droit de dénoncer ces conditions d'exercice au motif de l'intérêt général. Mais il peut également accepter après consultation du CAC et rédaction d'une nouvelle convention.

De même, la délégation auprès de l'Institut Universitaire de France se poursuit au sein du nouvel établissement après accord du chef d'établissement d'accueil.

## Annexe 1 : Fonctionnaires en situation de handicap

**Référence :** Code du travail (articles **L. 5212-2** et **L. 5212-13**)

- les travailleurs reconnus handicapés par la commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées mentionnée à l'article L. 146-9 du code de l'action sociale et des familles ;
- les victimes d'accidents du travail ou de maladies professionnelles ayant entraîné une incapacité permanente au moins égale à 10 % et titulaires d'une rente attribuée au titre du régime général de sécurité sociale ou de tout autre régime de protection sociale obligatoire ;
- les titulaires d'une pension d'invalidité attribuée au titre du régime général de sécurité sociale, de tout autre régime de protection sociale obligatoire ou au titre des dispositions régissant les agents publics à condition que l'invalidité des intéressés réduise au moins des deux tiers leur capacité de travail ou de gain ;
- les bénéficiaires mentionnés à l'article L. 241-2 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, soit :
  - les invalides de guerre titulaires d'une pension militaire d'invalidité en raison de blessures reçues ou de maladies contractées ou aggravées dans le cadre du service au cours des guerres ou des expéditions déclarées campagnes de guerre par l'autorité compétente ;
  - les victimes civiles de la guerre ;
  - les sapeurs pompiers volontaires victimes d'un accident ou atteints d'une maladie contractée en service ou à l'occasion du service ;
  - les victimes d'un acte de terrorisme ;
  - les personnes qui, soumises à un statut législatif ou réglementaire, dans le cadre de leurs fonctions professionnelles au service de la collectivité ou de leurs fonctions électives au sens du code électoral, ont subi une atteinte à leur intégrité physique, ont contracté ou ont vu s'aggraver une maladie en service ou à l'occasion du service et se trouvent de ce fait dans l'incapacité permanente de poursuivre leur activité professionnelle ;
  - les personnes qui, exposant leur vie, à titre habituel ou non, ont contribué à une mission d'assistance à personne en danger et ont subi une atteinte à leur intégrité physique ou ont contracté ou ont vu s'aggraver une maladie lors de cette mission, se trouvent de ce fait dans l'incapacité permanente de poursuivre leur activité professionnelle.
- les titulaires d'une allocation ou d'une rente d'invalidité attribuée dans les conditions définies par la loi n° 91-1389 du 31 décembre 1991 relative à la protection sociale des sapeurs-pompiers volontaires en cas d'accident survenu ou de maladie contractée en service ;
- les titulaires de la carte "mobilité inclusion" portant la mention "invalidité" définie à l'article L. 241-3 du code de l'action sociale et des familles ;
- les titulaires de l'allocation aux adultes handicapés.



## Annexe 2 : arrêtés-type de mutation MCF/PR

### *Imputation budgétaire*

*LA.LE PRÉSIDENT.E OU LA.LE DIRECTEUR.RICE,*

- VU le code de l'éducation, notamment son article L. 951-3 ;
- VU le décret n° 84-431 du 6 juin 1984 modifié fixant les dispositions statutaires communes applicables aux enseignants-chercheurs et portant statut particulier du corps des professeurs des universités et du corps des maîtres de conférences, notamment ses article 33 et 51 [pour les professeurs des universités] ou 33 [pour les maîtres de conférences] ;
- VU l'arrêté du 13 février 2015 modifié relatif aux modalités générales des opérations de mutation, de détachement et de recrutement par concours des professeurs des universités [ou des maîtres de conférences] ;
- VU l'arrêté du \_\_\_\_\_ fixant le nombre d'emplois offerts à la mutation, au détachement et au recrutement par concours des professeurs des universités et des maîtres de conférences jusqu'au 31 décembre 20\_\_ ;
- VU [le cas échéant, si moins de 3 ans] l'accord du chef d'établissement d'origine ;
- VU l'avis des instances compétentes,

### **ARRÊTE**

**ARTICLE 1er.-** À compter du \_\_\_\_\_, M \_\_\_\_\_, professeur des universités [ou maître de conférences], à l'université de \_\_\_\_\_, sur l'emploi n° \_\_\_\_\_ (section \_\_\_\_\_), est muté.e, sur sa demande, à l'université de \_\_\_\_\_.

**ARTICLE 2.-** La.le directeur.rice général.e des services est chargé.e de l'exécution du présent arrêté.

Fait à \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_

*La.le président.e ou la.le directeur.rice d'établissement*

### **Voies et délais de recours**